

le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Editorial

(...) Le service civil est devenu aussi valable que le service militaire. Il se débarrasse par là même de son statut – un peu péjoratif – de service de remplacement. Le service militaire comme premier choix ne se fonde plus que sur la présomption, exacte statistiquement, que la grande majorité des conscrits se contenteront de leur statut de militaire, notamment parce que le service civil est plus long, *estime le capitaine Félicien Monnier*¹.

Rassurez-vous, nous n'allons pas vous servir une nouvelle tartine sur les défauts du service civil ni tenter de démontrer, une fois de plus, que ce fameux service ne devrait pas exister.

Mais la remarque de Félicien Monnier confirme une tendance que constatent tous ceux qui ont accompli leur service dans l'armée ces dernières années ou qui connaissent des jeunes gens décidés, pour une raison ou pour une autre, à passer quelques mois sous les drapeaux: le recrutement permet de facto aux citoyens en âge de servir de choisir entre un service militaire et un servage civil.

Les jeunes patriotes étant de plus en plus rares, cette situation débouche sur une armée composée de civils déguisés en soldats, qui, comme beaucoup trop de «civilistes», optent pour la solution qui les arrange le mieux ou leur paraît la moins inconfortable – servir moins longtemps, acquérir des connaissances utiles à la vie civile, tout en évitant la taxe militaire.

*Dans ces conditions, il n'est plus question d'**obliger**, mais bien d'**inciter** les jeunes gens à revêtir l'uniforme. Il faut donc leur octroyer quelques menus avantages.*

La dernière absurdité envisagée consiste à donner aux recrues la possibilité de prendre deux jours de congé sans avoir à se justifier². Certes, il y aurait quelques limites à cette liberté: la présence du conscrit serait obligatoire le premier jour de l'école de recrues et les congés non justifiés ne devraient pas permettre aux jeunes soldats de se soustraire aux marches, exercices ou inspections.

Mais alors, ces congés devraient être pris sur le temps consacré à l'instruction.

Envisager cela, c'est déjà reconnaître que la formation actuelle de nos militaires ne requiert pas leur présence constante et qu'elle doit donc être raccourcie ou, au contraire, approfondie.

On nous dit que la conseillère nationale zuricoise et membre de la Commission de sécurité Priska Graf Seiler – socialiste évidemment! – «se réjouit de cette idée, qui redonne

une place à la vie privée des conscrits. Elle estime aussi qu'elle aura un effet positif sur leur motivation».

Choisissez l'armée! C'est chouette! On a des congés! On va pouvoir jouir d'une vie privée!

On n'attend pas d'une dame socialiste qu'elle fasse preuve de réalisme. Tout de même, il y a des limites!

Mariette Paschoud

¹ Félicien Monnier, *Juge et soldat – Essai sur les fondements de la justice militaire suisse*, Centre d'Histoire et de Prospective militaire, Pully, 2016.

² *20 minutes* du mardi 7 mars, p. 6.

Robots, rêves et raison

Les robots s'apprêtent-ils à transformer notre monde? Cette interrogation semble sortie tout droit de l'après-guerre, lorsque l'an 2000 apparaissait encore comme un lointain futur réservé à la science-fiction. Pourtant, elle agite aujourd'hui même d'innombrables esprits qui la jugent ultra-moderne. Les uns sont enthousiastes: *les robots vont transformer le monde et le faire entrer dans une nouvelle ère; ils vont bouleverser nos concepts, nos modèles, nos modes de vie et nos manières de penser!* Les autres sont paniqués: *les robots vont transformer le monde et le déshumaniser; ils vont renverser nos modèles sociaux et réduire les humains au chômage et à l'oisiveté.* Les uns et les autres n'en savent fichtrement rien, mais ils éprouvent le besoin de s'exprimer pour exister. Ils sont fiers de pouvoir nous annoncer de quoi sera fait l'avenir, sur un ton plein d'assurance, prophétique, tantôt exalté, tantôt grave.

Les uns et les autres, la plupart du temps, ont une vision idéologique – ultra-libérale pour les uns, socialiste pour les autres. Ils regardent le monde à travers le prisme de leurs désirs, ou de leurs craintes, plutôt que comme il est réellement. Imaginer un *Monde Nouveau* (allez, on met des majuscules pour impressionner nos interlocuteurs!), un monde transformé surgissant des ruines fumantes du passé, voilà leur occupation favorite.

Pourtant, ils ne détestent pas le monde actuel, déclinant et décadent, avec ses communautés éclatées, ses masses incultes et aigries, son ordre affaibli, son instabilité menaçante: ils s'y sentent à l'aise précisément à cause de cette instabilité qui peut tout faire éclater à tout moment. *Le changement*, voilà ce qu'ils aiment!

Les ultra-libéraux rêvent d'une grande guerre de tous contre tous, où seuls les plus forts survivront tandis que les plus faibles crèveront – bien fait pour eux, car la faiblesse, c'est le mal! La référence, pour les ultra-libéraux, c'est la guerre du Vietnam.

Les socialistes rêvent d'une grande révolution, d'un désordre généralisé, où les plus faibles se révolteront en exterminant les plus forts qui les oppriment – bien fait pour eux, car la force, c'est le mal! La référence, pour les socialistes, c'est Mai 68.

* * *

A côté de tous ces indigents bavards, on trouve encore, heureusement, quelques originaux qui s'efforcent d'adopter une vision réaliste. Tout en s'intéressant aux progrès de la robotique et de l'«intelligence artificielle» (les guillemets sont encore largement nécessaires), ils constatent que les pays qui connaissent une économie dynamique conservent un taux de chômage bas et que les robots, pour le moment, ne contraignent donc pas les êtres humains à renoncer à une activité professionnelle. Ces individus à contre-courant s'adaptent à l'évolution de la technique, sans pour autant l'appeler frénétiquement de leurs vœux. Ils se réjouissent lorsque l'automatisation est développée à bon escient, mais ils sont conscients de la paresse et de la déresponsabilisation individuelle que peut engendrer une société trop automatisée.

Ces personnes, qui ne s'expriment pas à tout bout de champ pour donner leur avis, préfèrent la stabilité au changement, la paix à la guerre, l'évolution à la révolution. Elles rêvent volontiers d'un passé qui, même quelque peu idéalisé, était tout de même beaucoup plus sympathique que le présent, étant entendu que ce dernier reste encore largement préférable à un grand saut dans l'inconnu.

Certains vont même jusqu'à penser que le rôle accordé aux robots dans le monde de demain restera défini par des êtres humains et que, si ces derniers sont encore capables de réfléchir intelligemment, ce rôle sera défini avec intelligence, de manière à s'intégrer harmonieusement dans notre existence. En d'autres termes, si problème il y a, il ne viendra pas du développement de l'intelligence artificielle, mais bien du déclin de l'intelligence humaine.

Les lignes qui précèdent n'ont pas été rédigées par un robot.

Pollux

De la manifestation

La manifestation est un moyen efficace d'envoyer des signaux forts. La présence de dix gauchistes suffit généralement pour que la presse relaie la juste cause et s'intéresse au combat mené. La manifestation est évidemment non violente: la gauche, dans son immense sagesse, cherche à sensibiliser la population, à ébranler d'absurdes certitudes perpétuées par une obéissance aveugle à la tradition. La manifestation est l'outil idéal pour les combats sociaux.

Malheureusement, il arrive que des voyous se mêlent aux nobles marches des gauchistes, mais pas d'amalgame! On ne doit pas se courroucer pour quelques vitrines cassées alors

que le monde s'effondre à cause des nationalistes, des multinationales et de tant d'autres fléaux.

Manifester est devenu un droit. On a le droit de venir en aide à son prochain! Interdire une manifestation serait une atteinte scandaleuse à la Liberté; il n'y a pas de temps à perdre, chaque minute compte pour sauver des vies, des âmes, des opprimés! Pensons à tout le bien qui a déjà été fait – c'est moins triste que d'imaginer ce qui reste à faire.

Toutefois, les forces du Mal guidées par Lucifer pervertissent la manifestation. Celle-ci procurait de la lumière à un monde obscurantiste et les méchants en font une obscure clarté.

Des sympathisants de l'UDC voulaient eux-mêmes manifester le 18 mars! De vils nationalistes, nazis et fachos – les deux en même temps! – prétendaient répandre leurs idées nauséabondes et pervertir les esprits! Fort heureusement, la Providence veillait et a envoyé des héros. Le site d'«information» *Renversé*¹ a prévenu et menacé les audacieux: «Il y a 10 ans, en 2007, l'UDC avait déjà essayé de marcher sur Berne pendant sa campagne des moutons noirs. L'UDC avait été obligée d'annuler sa manifestation car la police ne pouvait plus assurer sa sécurité à cause des blocages et des contre-manifestations en ville.»

Ça a marché: les organisateurs ont annulé la manifestation du 18 mars, au grand soulagement de la police bernoise et de... la direction de l'UDC Suisse.

Le motif de cette manifestation était la stricte application de l'initiative contre l'immigration de masse. Peut-on trouver plus scandaleux que de lutter contre le Parlement, qui obéit à la *Raison* plutôt qu'à un peuple manipulé et à de perfides principes juridiques?

Dans leur immense incohérence, les gauchistes s'effarouchent s'ils ne peuvent manifester, mais il ne s'agit pas de permettre aux autres d'étaler leurs idées sur la place publique.

On ne va pas vers le beau!

*Alcibiade*²

¹ https://renverse.co/18-03-17-Bloquons-Berne-969?utm_source=dldr.it&utm_medium=facebook.

² Cet article ayant été rédigé avant l'annulation de la manifestation, la rédaction a procédé à quelques modifications mineures rendues nécessaires par la nouvelle situation.

Canard boiteux

Il est normal qu'un journal, le *Canard enchaîné* en l'occurrence, fasse état des informations que lui servent des gens malveillants. On peut trouver normal qu'il exploite lesdites informations au maximum, qu'il en tartine des pages et des pages au fil des éditions, qu'il se transforme en traqueur patenté et fier de l'être comme il l'a fait dans le cas de l'«affaire» Fillon.

Mais la simple décence voudrait alors qu'il ne se plaigne pas, tout en faisant semblant d'en rire, de l'avalanche de lettres indignées, voire franchement injurieuses et même carrément menaçantes, dont est abreuvée sa rédaction.

Le *Canard* se pique d'indépendance et de non-conformisme. Il est vrai qu'il s'en prend aux politiciens de toutes tendances et de manière parfois assez drôle, avec leur accord tacite probablement – qu'importe qu'on dise du mal d'eux, pourvu qu'on ne les oublie pas. Mais, depuis que je lis cet hebdomadaire, je ne l'ai jamais vu se lancer dans une impitoyable chasse à courre contre une personnalité politique de gauche.

Ce fameux «journal satirique» est en fait d'une parfaite correction politique sitôt qu'il quitte le domaine des attaques *ad personam*. Par exemple, ayant découvert que le jeune Théo, malmené par des policiers et honoré d'une visite du président de la République, était fortement soupçonné d'avoir participé à une vaste escroquerie, il titrait le 1^{er} mars: *Coupable peut-être, victime sûrement*. En effet, le gardien de la paix censé avoir gravement blessé ce bon jeune homme aurait reconnu avoir porté à celui-ci un violent coup de matraque «en forme d'estocade» et avoir été de ce fait «certainement» responsable de sa blessure anale. En réalité, il n'y a aucune preuve, mais il ne saurait être question d'admettre qu'un possible délinquant congolais puisse être autre chose qu'un victime; qu'un policier français placé dans une situation difficile voire dangereuse puisse être autre chose qu'un coupable.

On attend avec impatience le moment où le «Volatile» titrera à propos de François Fillon – soupçonné d'un délit financier et victime, compte tenu du traitement politique et médiatique qu'il a subi, de sérieuses blessures morales: *Coupable peut-être, victime sûrement*.

Gageons que le courageux, mais pas téméraire hebdomadaire se gardera de tomber dans l'hérésie.

C'est d'ailleurs la condition de sa survie.

M.P.

A propos d'un ministre turc

Psychodrame turc

C'est une raison de plus pour la Suisse de renoncer définitivement aux projets d'adhésion à l'Union européenne: les membres de cette union sont divisés et même incohérents sur le sujet de la liberté d'expression.

Un ministre turc veut rendre visite aux différentes communautés turques expatriées en Europe afin de leur prêcher la bonne parole avant la prochaine votation sur le renforcement des pouvoirs du président.

L'Autriche, l'Allemagne et les Pays-Bas s'opposent à la visite de ce ministre, non pas pour des motifs de sécurité, mais par opposition au discours prévu. La France, en revanche, autorise la réunion planifiée et les autorités suisses déclarent qu'elles respecteront la liberté d'expression dans ce cas, comme elles l'ont tolérée lors de manifestations kurdes, et que les limites de cette liberté ne consisteront qu'en la protection de l'ordre public.

Un tel discours est à la fois habile et hypocrite, car il sera toujours possible de craindre un trouble à l'ordre public, surtout si les adversaires de la libre expression proclament qu'ils vont manifester, et donc de brimer la liberté pour satisfaire ses adversaires auteurs de troubles annoncés.

Il fallait être clair sur deux points:

D'abord, les pays membres de l'Union européenne, conformément à leurs principes constitutionnels, autorisent la visite du ministre turc et assurent sa sécurité. Aucune entrave ne sera mise à sa liberté d'expression.

Mais secondement, les membres de l'Union européenne, considérant l'évolution de la Turquie et la manière avec laquelle les autorités de ce pays respectent la liberté d'expression de leurs propres ressortissants, s'opposent fermement à la candidature de la Turquie à l'Europe et mettent fin à toute négociation dans ce sens, ainsi qu'à toute contribution financière versée dans ce but.

Claude Paschoud

Divergences

Le ministre des affaires étrangères turc Mevlüt Cavusoglu avait l'intention de rencontrer, le dimanche 12 mars à Zurich, la communauté turque de Suisse. Le canton de Zurich ne voulait pas de ce *meeting*, l'Hôtel Hilton qui devait l'abriter n'en voulait pas non plus, pour des raisons de sécurité. La Confédération a refusé d'annuler la visite du ministre controversé, au nom de la liberté d'expression.

Il me souvient que le 18 janvier 1973, alors que le *Pamphlet* s'appêtait à décerner en grande pompe le prix Cornichon au conseiller fédéral Rudolf Gnägi pour l'ensemble de son œuvre, la Confédération avait envoyé à Lausanne des membres de la police fédérale. Ces braves agents de la sécurité du pays étaient chargés d'obtenir du Lausanne Palace, où devait se dérouler la cérémonie, qu'il annulât cette dernière. La démarche fut vaine: menacé par notre juriste d'une demande de dommages et intérêts, le directeur du Palace, qui avait obtempéré dans un premier temps, envoya finalement promener la Confédération. La liberté d'expression était sauvée de justesse, mais pas par la vertu du Conseil fédéral.

Il faut reconnaître qu'une blague d'impertinents représentait pour la Suisse un péril bien plus grand que le rassemblement prévu par M. Mevlüt Cavusoglu à Zurich en vue de convaincre ses compatriotes de voter pour le renforcement de la dictature turque.

M.P.

Grande colère

Finally, le ministre turc a renoncé à son voyage en Suisse. Il est allé pérorer en France, pays des droits de l'homme, après avoir été refoulé par les Pays-Bas sous prétexte de maintien de la paix et de la sécurité.

Le président Erdogan, grand démocrate devant l'Éternel, a été très fâché contre les autorités néerlandaises qu'il a taxées, paraît-il, de fascisme et de nazisme – tout de suite les grands mots!

Les fidèles sujets du nouveau Grand Turc auraient eux-mêmes manifesté leur indignation devant le consulat des Pays-Bas d'Istanbul. Certains auraient brûlé des dollars en signe de protestation. Pour quoi faire? Pourquoi des dollars?

Ce doit être un bobard.

M.P.

Ambiguïtés délibérées

«(...) Lorsque les nations chrétiennes d'Orient (...) eurent assez fatigué la justice divine par les sacrilèges hérésies dont elles défiguraient l'auguste symbole de la foi, Dieu déchaîna sur elles, du fond de l'Arabie, le déluge de l'Islamisme. (...) C'est notre tour maintenant, nations occidentales, si nous ne revenons pas au Seigneur notre Dieu.»

Dom Prosper Guéranger, OSB, dans *L'Année liturgique* à la date du jeudi de la Sexagésime.

Les Européens d'Occident ressentent confusément l'afflux de musulmans sur leur sol comme une menace extrêmement grave à terme. Ce n'est là que l'ultime avertissement de leur conscience jadis chrétienne, désormais enlisée notamment par la confusion d'un sacerdoce «catholique», jusqu'au sommet de sa hiérarchie, cultivant systématiquement l'équivoque. A cet égard, Bergoglio joue un rôle central: il séduit les masses et, simultanément, contribue très activement à faire vaciller le sol sous leurs pieds. Il est censé parler le langage de l'Église catholique, dont il accepte de se présenter comme le chef (il y va de son audience) et il transforme ce langage par des manipulations systématiques.

Écoutons-le.

Le 10 juillet 2013, il adressa des vœux aux musulmans pour la fin du ramadan et leur dit notamment ceci: «Nous sommes appelés à respecter la religion de l'autre, ses enseignements, ses symboles, ses valeurs.» Certes, de tels propos sont dans la ligne de Vatican II, mais relativiser la religion chrétienne, c'est déjà la détruire. Si la religion n'est qu'affaire d'opinion, le pluralisme promu et ordonné n'aboutit qu'au scepticisme. N'est-ce pas ce scepticisme religieux qui ronge l'Occident et l'Europe occidentale en particulier?

Le jour même de son élection à Rome, à qui Bergoglio adressa-t-il sa première lettre officielle? Au grand rabbin de Rome!... Il y invoqua «la protection du Très-Haut»... Dieu protégerait-il ceux qui reconnaissent dans la personne du Christ le Fils incréé du Père et ceux qui considèrent ce même Christ, Notre-Seigneur, comme «un homme suprêmement trompeur et malfaisant» (expression du Talmud)? C'est totalement absurde.

En morale, nous retrouvons les mêmes ambiguïtés, systématiquement proférées. Dans un entretien donné par lui aux revues culturelles jésuites et publié dans la revue *Etude* en octobre 2013, Bergoglio déclara ceci: «Dieu dans la création nous a rendus libres; l'ingérence spirituelle dans la vie des personnes n'est pas possible.» Et le Décalogue?

Terminons ces citations par un autre aveu de relativisme moral, explosif s'il était réellement pris au sérieux par le monde catholique, achevant définitivement de justifier sa survie politique face à l'islam notamment: dans un entretien avec le journaliste athée Eugenio Scalfari, publié par le quotidien de gauche *La Repubblica* le 1^{er} octobre 2013, repris dans l'*Osservatore romano* le 8 du même mois, Bergoglio déclara: «Tout être humain possède sa propre vision du bien. Notre tâche est de l'inviter à suivre la voie tracée par ce qu'il estime être le bien. Je le répète: chacun a sa propre conception du bien et du mal, et chacun doit suivre le bien et combattre le mal selon l'idée qu'il s'en fait.»

A quand la Légion d'Honneur pour les terroristes islamistes ici et ailleurs?

Même la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X considère qu'un tel homme est réellement un authentique successeur de l'apôtre Pierre! L'Occident ne peut aller plus mal.

Michel de Preux

Une bonne semaine

Mardi: opération Papyrus à Genève

Selon l'autorité fédérale, il y aurait en Suisse septante-six mille clandestins, dont treize mille à Genève. On se demande qui a eu l'audace de publier de tels chiffres et d'où on les tire. Actifs dans l'économie domestique, l'hôtellerie et la construction, ils viennent surtout d'Amérique latine et des Balkans, des Philippines ou de Mongolie, nous dit **20 minutes** du 7 mars, page 3.

L'opération Papyrus, cette régularisation massive quoique individuelle de sans-papiers genevois, suppose tout de même que le clandestin puisse prouver un séjour d'au moins cinq ans (avec enfants scolarisés) ou dix ans, un emploi, une absence de délits et de recours à l'aide sociale. On ne précise pas si l'intéressé et son (ou ses) employeur(s) pourront bénéficier d'une amnistie pour le temps de l'illégalité.

Le député Jean-Michel Dolivo a proposé au Grand Conseil vaudois de mettre sur pied un programme semblable, mais la droite s'y est opposée, on se demande pourquoi. La bonne bourgeoisie libérale aurait-elle peur que la bonne équatorienne apparaisse au grand jour et rate sa régularisation?

Mercredi: journée de la femme

La journée de la femme, le 8 mars dernier, a suscité quelques productions intéressantes, parmi lesquelles l'édition d'un numéro spécial de *Migros Magazine*, et une avalanche d'interventions débiles, notamment sur les ondes de la RTS, où la bécasse de service soutenait que les acquis sociaux essentiels étaient en danger si l'âge de la retraite était porté uniformément à soixante-cinq ans pour les femmes comme pour les hommes.

Sans doute l'égalité proclamée par l'article 8 de la Constitution fédérale peut-elle être interprétée de plusieurs manières. L'une d'elle, c'est la plus simple, consiste à verser la rente de l'AVS à soixante-cinq ans (ou à soixante-sept ou soixante-huit) à tout le monde. J'en propose une autre: sachant que, selon les dernières statistiques suisses disponibles, l'espérance de vie est de 81,3 ans pour les hommes et 85,3 ans pour les femmes, considérant d'autre part que la rente de l'AVS a pour but de permettre au travailleur de vivre après la fin de son activité professionnelle jusqu'à sa mort, on voit bien que si ce temps doit être statistiquement égal, les femmes ne devraient toucher la rente que quatre ans après les hommes. Bien entendu, le taux de leurs cotisations devrait être adapté à la baisse pendant leur vie active, qui serait donc de quatre ans plus longue.

Quand bien même mon raisonnement me paraît frappé au coin du bon sens, je doute qu'il obtienne un franc succès populaire dans les milieux féministes.

Mercredi: huitièmes de finale de la *Champions League*

Extraordinaire exploit du Barça, battu 4-0 au match aller, qui s'est imposé 6-1 lors du match retour au Camp Nou de Barcelone contre le Paris-Saint-Germain. Pour une fois que les Français ont dû fermer leur grande g..., cette victoire des Catalans a illuminé ma semaine.

Jeudi: Billag perd le mandat

La redevance radio-TV ne sera plus perçue par *Billag*. Dès 2019, c'est la société *Serafe* qui la prélèvera auprès des ménages. Cette dernière demande 123 millions pour la durée de son mandat de sept ans, soit 17,6 millions par an. *Billag* touche 54 millions par an.

On espère que cette facture divisée par trois permettra la diminution de la redevance, en plus de la restitution de la TVA prélevée sans droit. C'est bien triste pour le canton de Fribourg qui va perdre une centaine d'emplois, mais l'arrogance de *Billag* m'irritait depuis longtemps.

Au final, une bonne semaine!

C.P.

Réarmer la raison

Nos lecteurs se souviennent peut-être – du moins on veut l'espérer – de la *Lettre ouverte adressée le 23 novembre 2015 par Michel de Rougemont, docteur ès sciences techniques et consultant indépendant, aux parlementaires fédéraux nouvellement élus ou réélus*, publiée dans le *Pamphlet* n° 450 de décembre 2015. Intitulée *La politique climatique de la Suisse fait fausse route*, cette missive s'en prenait à l'alignement des autorités fédérales sur les seules recommandations du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), dont la fiabilité est pour le moins sujette à caution.

Dans un récent essai, Michel de Rougemont, qui ajoute à ses titres celui de membre fondateur du *Pamphlet*, sort une nouvelle fois des sentiers battus dans toute une série de domaines liés à l'écologie – et non pas à l'écologisme –, ainsi que l'indique déjà le titre du livre: *Réarmer la raison – De l'écologie raisonnée à l'écologie raisonnable*¹.

Fondé sur des démonstrations scientifiques assorties de calculs et de graphiques, mais aussi, bien sûr, sur la réflexion, ce livre n'est pas un écrit polémique, mais un appel au bon sens. Très bien articulé, il détruit au fil des chapitres un certain nombre de dogmes idéologiques imposés, notamment, par des agences onusiennes et des ONG relayées par la presse et les politiques. Qu'il s'agisse, par exemple et en vrac, du climat, des OGM, des énergies fossiles ou de la culture bio, Michel de Rougemont, sans nier les problèmes, démontre qu'on peint sans cesse le diable sur la muraille. Il rappelle aussi, chose qu'on n'entend pas souvent, l'inanité de l'aide au développement dans des pays rongés par la négligence, la corruption et la violence. Enfin, il préconise qu'on cesse de vouloir tout régler pour les générations futures. Optimiste, il est d'avis que celles-ci, tout aussi malignes que les précédentes, trouveront elles-mêmes les solutions aux problèmes qui se poseront à elles.

Je me rends compte que le présent article n'est pas vraiment une austère et rigoureuse critique de livre. J'ai parlé, sans ordre et de manière non exhaustive, des choses qui m'ont plu ou m'ont frappée, sans me préoccuper de l'espace plus ou moins important qu'elles occupent dans l'ouvrage. J'ai simplement essayé de transmettre le plaisir que j'ai eu à prendre un bain d'iconoclastie.

Même si on rencontre ici ou là dans le texte quelques fautes d'accord ou quelques maladresses de style, même si certains tableaux requièrent l'usage d'une loupe pour les personnes dont la vue baisse, je ne saurais assez vous encourager à lire cet ouvrage original, d'où l'humour n'est pas absent².

M.P.

¹ Edité par Michel de Rougemeont Entreprise Consulting, Kaiseraugst, 2017.

² A titre indicatif, on le paie une vingtaine d'euros plus les frais d'expédition chez Amazon.

Post-vérité

Le 18 novembre dernier, *le Temps* consacrait un article à la post-vérité, *nouvelle grille de lecture du politique*. La post-vérité serait un discours «qui fait référence à des circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'influence pour modeler l'opinion publique que les appels à l'émotion et aux opinions personnelles». *Le Temps* se trompait au moins sur un point: le phénomène est loin d'être nouveau et les historiens dits «révisionnistes» le savent mieux que personne.

Sans avoir besoin de remonter jusqu'à Protagoras ou Gorgias, l'histoire abonde de ces constructions rhétoriques fondées sur le souci d'influencer l'opinion publique, et dont il reste des traces plus ou moins ancrées dans les esprits, malgré la démonstration scientifique des impostures ou les aveux des faussaires. C'est le général Colin Powel qui agit devant l'assemblée générale de l'ONU un petit flacon qui prouve que l'Irak détient des armes de destruction massive. Ce sont les bébés du Koweït, les atrocités commises par l'armée allemande à Katyn ou par l'armée serbe dans la guerre des Balkans, le drapeau qui flotte sur la lune, la troisième tour du World Trade Center qui s'effondre toute seule sans avoir été touchée, Fillon qui réunit deux cent mille personnes au Trocadero et Pénélope qui travaille d'arrache-pied comme assistante parlementaire...

Et lorsque vous vous permettez de sourire en écoutant ces absurdités, on vous soupçonne, on vous accuse de *complotisme*.

Dans la guerre psychologique, le mieux est encore d'attribuer à son adversaire des propos qu'il n'a jamais tenus, des opinions qu'il n'a pas, pour le tourner en dérision à bon marché.

Exemple: le professeur Faurisson nie la réalité des camps de concentration. Si tel était le cas, ce serait évidemment absurde, mais c'est faux.

Deuxième exemple: Donald Trump a prétendu qu'un attentat s'était produit en Suède. Ce n'est pas le cas, donc Trump est un menteur. Or, le président américain n'a jamais prétendu qu'un attentat avait été commis.

C.P.

Bricoles

Sexisme

Il paraît que le président brésilien Michel Temer a prononcé, à l'occasion de la journée des femmes, un discours dans lequel il vantait la capacité de ces dames à noter, plus que n'importe qui d'autre, les variations des prix dans les supermarchés.

Que n'avait-il dit là!

«Bel exemple de sexisme», titrait *20 minutes* le vendredi 10 mars.

Il me semble pourtant que cette remarque se voulait flatteuse. Que deviendraient les finances des ménages si les femmes, qui, qu'on le veuille ou non, fréquentent davantage les supermarchés que les messieurs, ne comparaient pas les prix? Quel mal y a-t-il à vouloir valoriser leur rôle dans la société et dans la famille?

Les hommes sont bien mal pris: on leur tombe dessus quand ils dénigrent les femmes et on leur tombe dessus quand ils les encensent.

Vae victis

Le prochain départ de Mme Anne-Catherine Lyon du Conseil d'Etat vaudois délie les langues.

Un sondage mené auprès de mille cent vingt et un enseignants a révélé que 80% de ceux-ci sont favorables au rétablissement de la voie secondaire à option – la fameuse VSO si méprisée naguère – supprimée au moment de l'introduction de la Loi sur l'enseignement obligatoire (LEO) mise en œuvre il y a trois ans par le Département de la formation et de la jeunesse.

Tout le monde ou presque a probablement oublié que la LEO avait été préférée, en septembre 2011, à l'initiative «Ecole 2010 – Sauver l'école» avec un assez large écart (52 % contre 48%), alors que les initiants et leurs alliés avaient prédit tous les écueils auxquels se heurte une loi démagogique et inapplicable.

Mme Lyon avait bénéficié à l'époque d'un large soutien parmi le corps enseignant. Elle a la réputation – méritée ou non – de ne pas aimer les rebelles.

Elle s'en va. On peut la lâcher sans crainte.

M.P.

Le Pamphlet

Case postale 998

1001 Lausanne

Courriel: courrier@pamphlet.ch

ccp:10-25925-4

Rédacteur responsable: Mariette Paschoud

ISSN 1013-5057